



Revue critique de droit international privé

Année 1973

BIBLIOTECA DE LA CORTE SUPREMA	
NO. DE ORDEN	57012
UBICACIÓN	

ÉDITIONS SIREY
22, RUE SOUFFLOT PARIS 5^e

IV. BIBLIOGRAPHIE

A. LIVRES

AGUILAR NAVARRO (Mariano) : Derecho internacional privado, p. 858 ; — AMERICAN LAW INSTITUTE : Restatement of the Law Second-Conflict of Laws 2d, p. 403 ; — COUCHEZ (Gérard) : Essai de délimitation du domaine de la loi applicable au régime matrimonial, p. 405 ; — DROZ (Georges A. L.) : Compétence judiciaire et effets des jugements dans le Marché commun (Etude de la Convention de Bruxelles du 27 septembre 1968), p. 227 ; — ELGEDDAWY (A. Kessmat) : Relations entre systèmes confessionnel et laïque en droit international privé, p. 230 ; — FORGET (Louis) : Les conflits de lois en matière d'accidents de la circulation routière, p. 588 ; — GÜNDÜZ-OKÇÜN (Ahmet) : Trans-municipal Law. A Critical Analysis of Private International Law, p. 407 ; — KEGEL (Gerhard) : Internationales Privatrecht, p. 859 ; — Les conflits de lois en matière de filiation en droit international privé français, allemand et suisse, p. 860 ; — LUNZ (L. A.) : Bnechnetorgovaia Kouplia-Prodaja (La vente dans le commerce extérieur), p. 863 ; — MÄNHARDT (Franz) : Das internationale Personen- und Familienrecht Österreichs, p. 234 ; — MANN (F. A.) : The Legal Aspects of Money, p. 411 ; — MERCIER (Pierre) : Conflits de civilisations et droit international privé. Polygamie et répudiation, p. 418 ; — MIAJA DE LA MUELA (Adolfo) : Derecho internacional privado, p. 591 ; — NADELMANN (Kurt H.) : Conflict of Laws. International and Interstate, Selected Essays, p. 592 ; — NAGEL (Heinrich) : Nationale und internationale Rechtshilfe im Zivilprozess ; das europäische Modell, p. 235 ; — PARRY (Clive) et HOPKINS (J. A.) : British International Law Cases, p. 868 ; — RODIÈRE (René) : Traité général de droit maritime, T. IV, Evénements de mer, p. 237 ; — SCHRÖDER (Jochen) : Internationale Zuständigkeit, Entwurf eines Systems von Zuständigkeitsinteressen im zwischenstaatlichen Privatverfahrensrecht aufgrund rechts-historischer, rechtsvergleichender und rechtspolitischer Betrachtungen, p. 423 ; — THOMAS (Jacques) : Le droit de l'entreprise en Tunisie, p. 873 ; — TOUBIANA (Annie) : Le domaine de la loi du contrat en droit international privé (contrats internationaux et dirigisme étatique), p. 424.

B. REVUES

Droz (Georges A. L.) : La sentinelle perdue ou la disparition subreptice de la caution « judicatum solvi », p. 597 ; — JOURNAL DU DROIT INTERNATIONAL, numéro du centenaire, p. 598 ; — MENDES DA COSTA (Derek) : The Canadian Divorce Law of 1968 and its Provisions on Conflicts, p. 241 ; — PÅLSSON (Lennart) : The Institute of « lis pendens » in International Civil Procedure, p. 601.

C. INDEX BIBLIOGRAPHIQUE 1972..... p. 874

PARTIE I
TABLE GÉNÉRALE SOMMAIRE

I. DOCTRINE ET CHRONIQUES

	Pages
BATIFFOL (Henri). — La douzième session de la Conférence de La Haye de droit international privé	243
DROZ (Georges A. L.). — Entrée en vigueur de la Convention de Bruxelles concernant la compétence judiciaire et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale.....	21
GIANVITI (François). — Réflexions sur l'article VIII, Section 2 b) des Statuts du Fonds monétaire international.....	471 et 629
KAHN-FREUND (Otto). — La notion anglaise de la « proper law of the contract » devant les juges et devant les arbitres	607
LAGARDE (Paul). — La rénovation du Code de la nationalité par la loi du 9 janvier 1973	431
OPPETIT (Bruno). — Le « trust » dans le droit du commerce international. . .	1
SIMON-DEPITRE (Marthe). — La loi du 3 janvier 1972 sur le travail temporaire et le droit international privé.	275

II. JURISPRUDENCE

Voir parties II, V, VI. Tables : alphabétique générale, chronologique des décisions judiciaires, des noms des parties.

III. DOCUMENTATION

Voir parties II, III, IV. Tables : alphabétique générale, des traités par pays, chronologique des lois, décrets, etc., français.

A. ASSOCIATIONS, CONFÉRENCES, CONGRÈS

Académie de droit international de La Haye (Cours juillet-août 1973), p. 224.

Académie de droit international de La Haye. Centre de recherches (août-septembre 1973), p. 226.

Comité français de droit international privé (P. Bellet), p. 217; (Danièle Mayer), p. 373.

Communauté économique européenne. Conflits de lois. Obligations contractuelles et extracontractuelles. Avant-projet de convention, p. 209.

Conférence de La Haye de droit international privé. Conventions postérieures à la guerre de 1939-1945. Etat des signatures et des ratifications au 1^{er} mars 1973, p. 192.

Conférence de La Haye de droit international privé. Obligations alimentaires. Loi applicable. Commission spéciale (mars 1973). Acte final, p. 397.

Conseil de l'Europe. Assemblée consultative. Nationalité. Acquisition. Recommandation 696 du 24 janvier 1973, p. 381.

Conseil de l'Europe. Domicile-Résidence. Unification. Résolution du Comité des ministres du Conseil de l'Europe relative à l'unification des concepts juridiques de « domicile » et de « résidence » du 18 janvier 1972, p. 847.

Université de Leyde. Fondation « Legatum Visserianum », p. 586.

B. COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES (TEXTES)

Réponse de la Commission à une question écrite. Libre circulation des travailleurs. Ressortissants du Commonwealth ayant un passeport britannique. Situation, p. 181.

Directive 72/166/C.E.E. du Conseil du 24 avril 1972. Assurances. Responsabilité civile. Véhicules automoteurs. Carte verte. Contrôle. Suppression. Assurance obligatoire. Extension géographique, p. 182.

Règlement 2760/72 du Conseil du 19 décembre 1972. Protocole C.E.E.-Turquie du 23 novembre 1970. Communauté économique européenne. Association avec la Turquie. Libre circulation des travailleurs. Établissement. Services, p. 187.

Directive n° 72/194/C.E.E. du Conseil du 18 mai 1972, étendant aux travailleurs qui exercent le droit de demeurer sur le territoire d'un Etat membre après y avoir occupé un emploi, le champ d'application de la directive du 25 février 1964 pour la coordination des mesures spéciales aux étrangers en matière de déplacement et de séjour justifiées par des raisons d'ordre public, de sécurité publique et de santé publique, p. 189.

Règlement (C.E.E.) n° 574/72 du Conseil, du 21 mars 1972 fixant les modalités d'application du règlement (C.E.E.) n° 1408/71 relatif à l'application des régimes de sécurité sociale aux travailleurs salariés et à leur famille qui se déplacent à l'intérieur de la Communauté, p. 190.

Règlement (C.E.E.) n° 2059/72 du Conseil, du 26 septembre 1972, complétant l'article 26 et rectifiant le texte allemand de l'article 50 du règlement (C.E.E.) n° 574/72 fixant les modalités d'application du règlement (C.E.E.) n° 1408/71 relatif à l'application des régimes de sécurité sociale aux travailleurs salariés et à leur famille qui se déplacent à l'intérieur de la Communauté, p. 190.

Décision n° 72/376/C.E.E. de la Commission administrative des Communautés européennes pour la sécurité sociale des travailleurs migrants du 1^{er} octobre 1972, établissant les modèles de formulaires nécessaires à l'application des règlements (C.E.E.) n°s 1408/71 et 574/72 du Conseil (E. 101-126 ; E. 201-214 ; E. 301-303 ; E. 401-410), p. 190.

C. INFORMATIONS GÉNÉRALES

Voir partie II. Table alphabétique générale.